



Sciences & éthique

DÉBAT Face aux « progrès » promis par la biomédecine, comment poser des limites ?
Dialogue entre le biologiste athée Jacques Testart et le philosophe catholique Rémi Brague

Entre transcendance et « humanitude », comment vivre le monde de demain ?

De quoi avez-vous peur ?
Jacques Testart : La procréation, dont l'objectif est d'avoir des enfants, est devenue une pratique consumériste : l'enfant est un produit auquel on a droit. Bientôt on voudra l'obtenir de qualité, et de façon manufacturée. Je crains une nouvelle façon universelle de faire des bébés, grâce à la biomédecine.

Aujourd'hui, et en France, on peut, à l'occasion d'une fécondation in vitro, trier des embryons à partir des facteurs de risques de maladie très grave portée par les parents. Mais dans d'autres pays on constate déjà des dérives. Bientôt on pourra, par des prélèvements de peau, fabriquer des ovules qui deviendront des embryons. Et ainsi, par la biomédecine, s'assurer d'un enfant de qualité. Tout cela étant poussé par l'appareil d'État,

mais réalisé à la demande des gens et sans douleur. Ce qui aboutirait à ce que chacun choisisse, plus ou moins, le même bébé type. Personne ne voudrait un bébé diabétique, ou avec une prédisposition au cancer du sein... Certes, les critères esthétiques, et les sexes, pourront varier. Du moins faut-il l'espérer. Si on aboutit à une restriction de diversité, on va vers un anéantissement de l'espèce.

Rémi Brague : Parce que ces problèmes sont nouveaux, nous avons peu d'armes nouvelles pour y répondre. Jacques Testart voit, à juste titre, le danger que ce genre de pratiques présente pour la démocratie. Je me demande si nos sociétés ont quelque chose de plus qu'un simple « vernis démocratique » ? Je crains une sorte d'élitisme renouvelé. Nous irions ainsi vers une humanité à deux vitesses. Certains hommes seraient améliorés par diverses techniques, tandis que d'autres resteraient sur le bord de la route ? Quels seraient les rapports entre les deux catégories d'hommes ? Je

crains qu'ils ne soient pas nécessairement pacifiques...

Ne peut-on pas mettre en place des garde-fous en vue du bien commun ?

La question des limites est-elle impensée ?

Ou bien les défis sont-ils simplement trop grands ?

R. B. : Désormais, l'existence de l'humanité, jusqu'à présent considérée comme allant de soi, est devenue un problème. Sa disparition fait partie des possibilités réelles. Parmi les causes possibles de sa disparition, l'armement atomique et nanotechnologique, les problèmes liés à l'environnement. Sans oublier un effacement démographique, peut-être irréversible aux yeux de certains. Et il y a désormais une quatrième possibilité : le remplacement de l'humanité par une espèce prétendument supérieure, ou, en tout cas, améliorée. Ces hommes-là seraient-ils encore humains ?

J. T. : Ce « transhumanisme » est peut-être un leurre, même s'il est économiquement soutenu par certains. Mais il me semble que ce risque est moindre que le tri tranquille de l'humanité, sans violence, en douceur, à la demande des gens, sans technologie extraordinaire et renouvelé de génération en génération.

Une société s'enchaînerait elle-même, dans une certaine indifférence ? Pourquoi n'est-elle pas bousculée par les dangers mis en avant ?

J. T. : Il existe deux éthiques : celle du groupe, et celle de l'individu. J'ai observé que chacun se perçoit comme un cas particulier qui mérite un sort particulier : « Si je fais cela, cela ne va pas changer la face du monde. » Ainsi, même si, au niveau collectif, les gens sont plutôt contre la généralisation de la procréation assistée, ils en sont individuellement très demandeurs. De 25 à 30 % des demandeurs de

fécondation in vitro ne manifestent pas de réelle stérilité, mais ils sont acceptés par l'appareil biomédical simplement parce qu'ils sont demandeurs. Il y a aussi des personnes qui ne veulent pas de relations sexuelles avec des personnes d'un autre sexe et qui disent : « Nous avons droit à un enfant. » Celui-ci devient un objet de consommation comme un autre. Il s'appuie sur l'idée que, par la technique, on peut faire mieux que ce qui se passe naturellement. Or, c'est une utopie.

R. B. : Ce qui est effrayant, c'est que tout cela se met en place sans aucun contrôle d'aucune sorte. Cette notion de « droit à l'enfant », et plus largement de « droits à », est assez récente, et en inflation. S'il y a des droits « à » quelque chose, ce serait donc qu'il existe quelque part quelqu'un, quelque chose, ou je ne sais quelle instance, qui aurait le devoir de me donner ce à quoi j'aurais droit. Le droit « au travail » peut se comprendre...

Mais, dans la plupart des cas, il ne peut pas y avoir d'instance qui serait en devoir de me donner ce à quoi j'aurais droit. Ainsi, par exemple, du droit « au bonheur » : qui a le devoir de rendre heureux ? La Nature ? Dieu ? La Science ? Le Progrès ? La Société ? Toutes ces majuscules abusives... Dans le cas du droit à l'enfant, c'est assez terrible, parce que l'« objet » auquel nous aurions droit est quand même un être intelligent et libre, et non une chose.

La question posée n'est-elle pas plutôt : « Au nom de quoi me le refuserait-on ? »

R. B. : Ce renversement est extraordinairement intéressant. On se demande de plus en plus non pas « Pourquoi ? À

quoi bon ? Dans quel but ? », mais « Pourquoi pas ? » On suppose ainsi une sorte de réservoir infini de désirs qu'on n'aurait pas le droit d'endiguer ni de canaliser.

Faudrait-il défendre la raison contre ses propres démons ?

R. B. : Nous souffrons d'une renonciation à l'usage de la raison. En se repliant derrière la ligne Maginot des sciences plus ou moins dures, on risque d'abandonner à l'irrationnel le domaine de la pratique humaine et des règles qu'il faut bien trouver pour ne pas se marcher les uns sur les autres. Si on arrête de penser, nous cessons d'être des hommes, et nous sommes de simples consommateurs producteurs. La marchandisation de tout est dénoncée à juste titre par Jacques Testart.

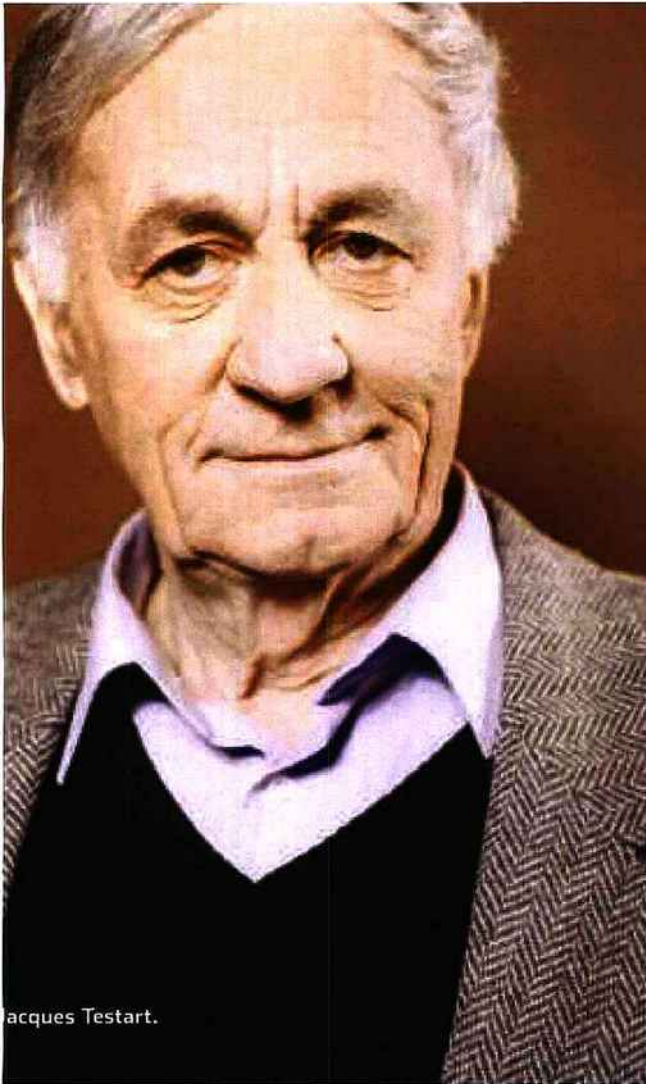
L'homme dans sa fragilité, qui l'affecte dans le fait qu'il lui faut bien se reproduire, est menacé par le marché et l'État, dont les logiques se recourent dans la réduction de l'humanité à une collection atomisée d'individus seulement capables de consommer et de payer leurs impôts. Sans se soucier les uns des autres, pas seulement dans leur coexistence, mais en vue de la continuité de l'espèce dans le temps, sans laquelle nous ne dépasserions pas un siècle d'existence.

Comment retrouver un ancrage démocratique réel aujourd'hui ?

J. T. : Les droits de l'humanité ont fait l'objet, en matière écologique, d'une prise de conscience. Il me semble que, en matière bioéthique, on en est encore loin. Pour préserver l'avenir de l'humanité, il faut inventer des limites aux actions individuelles. Certes, les législateurs, qui se fondent essentiellement sur des travaux d'experts, y ont leur part. Mais je suis très favorable à des « conférences de citoyens », qui permettent de faire réfléchir, après les avoir informés, des gens tirés au

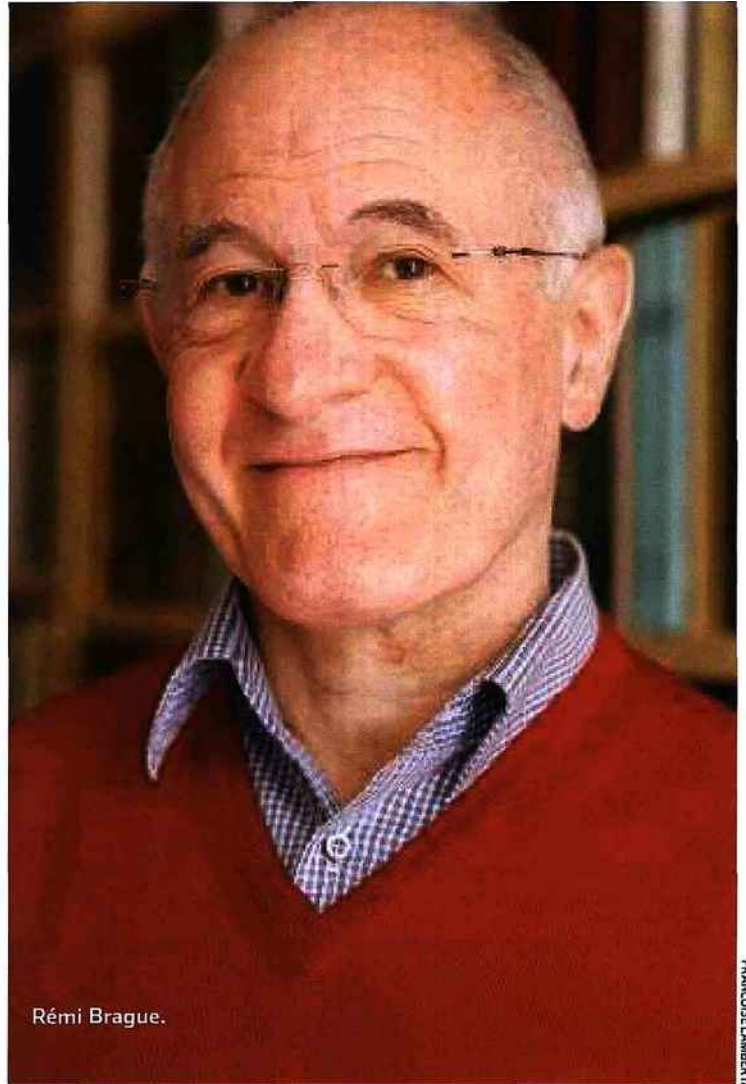
« Le "droit au travail" peut se comprendre... Mais, dans la plupart des cas, il ne peut pas y avoir d'instance qui serait en devoir de me donner ce à quoi j'aurais droit. »

Rémi Brague



J.P. BALLETEL / BUREAU ALZ331

Jacques Testart.



FRANÇOISE LAMBERTI

Rémi Brague.

sort, qui n'ont pas d'intérêt particulier à défendre, et qu'on peut prétendre représentatifs de l'humanité. Ils recevraient une formation complète et contradictoire, discuteraient entre eux, rédigeaient des avis, avec des règles strictes. Les politiques bénéficieraient ainsi d'un avis plus riche que ceux de la plupart des experts qui, aujourd'hui, sont partisans de ce qu'ils appellent le progrès: en faire toujours plus.

Rémi Brague, vous insistez sur la nécessité, dans ce type de réflexion, d'un « point d'appui transcendant ».

R. B. : Je me demande: avons-nous le droit de faire des enfants demain? Que faut-il que soit le monde pour que poursuivre l'aventure humaine soit une aventure légitime? Quels seraient les mobiles qui pousseraient les gens, même honnêtes et informés, à prendre des décisions impliquant peut-être des sacrifices pour la génération présente, afin d'assurer un mieux-être pour des gens que, de toute façon, ils ne connaîtront pas? La question

est posée à la démocratie, meilleure manière connue d'organiser la coexistence de gens qui sont déjà là, le « club des présents ». Pour les générations passées, aussi bien que pour ceux dont l'existence même dépend de nous, la question se pose. Nous avons besoin d'une transcendance pour

« Je suis très favorable à des "conférences de citoyens" permettant de faire réfléchir, après les avoir informés, des gens tirés au sort. »

Jacques Testart

pouvoir affirmer, de manière responsable, la légitimité de l'existence de l'espèce humaine. L'homme ne peut pas porter sur lui-même un jugement. On ne juge pas quelqu'un sur l'image qu'il a de lui-même.

J. T. : Le mot « transcendance » ne figure pas dans mon vocabulaire. Mais, dans une conférence de citoyens, on voit se développer une espèce d'alchimie entre ces personnes ordinaires, d'origine sociale et d'éducation différentes, toutes réunies

et dans le but de donner un avis qui va agir sur l'humanité, leurs enfants et leur descendance. Les gens deviennent altruistes et intelligents ensemble, en un mouvement... transcendant les intérêts particuliers de chacun. J'appelle cela « l'humanité ».

Comment mettre de la transcendance en démocratie?

R. B. : Je pense qu'il faut plutôt faire le contraire: ancrer la démocratie dans une transcendance. La conscience doit être considérée, selon Jean-Jacques Rousseau, comme « un instinct divin, immortelle et céleste voix ». « Vox populi, vox dei » doit ainsi être pris à la lettre, en allant jusqu'à dire que nos démocraties, même imparfaites, supposent une conception de l'homme selon laquelle celui-ci, qu'il soit idiot du village ou prix Nobel, a un accès à la Vérité, avec un V majuscule, et au Bien, avec un B majuscule. Si on laisse tomber cela, on va devoir se demander pourquoi donner une même voix à l'idiot et au Nobel. C'est l'éternelle objection

aristocratique ou oligarchique contre la démocratie. Je pense ainsi que nos démocraties laïques, séculières, supposent une conception de l'homme qui n'est pas séculière.

Jacques Testart, partagez-vous cette vision de la conscience ?

J. T. : Si une quinzaine de personnes, réunies en jury citoyen, sont plus capables d'intelligence, d'altruisme et d'invention qu'elles-mêmes ne le croyaient, comment ne pas manifester cela en toutes circonstances ? C'est cela que je nomme transcendance : l'homme peut se révéler, dans certaines situations, bien au-dessus de ce qu'il croit être et de ce que la démocratie croit qu'il est.

D'où l'émergence d'un véritable sens du bien commun ?

J. T. : C'est ma seule raison d'être optimiste. Pour que chacun puisse se révéler en tant qu'homo sapiens. C'est ce que je nomme l'« humanité », faculté humaine ignorée mais largement partagée.

R. B. : Il n'est pas besoin d'une quelconque transcendance pour alimenter

une pensée. Mais il est besoin d'un être transcendant, qui s'appelle Dieu dans le civil, pour fonder la légitimité de l'humain. Fichte, disciple de Kant, disait : « *Ce n'est pas la peine de croire en Dieu puisque nous avons la loi morale en nous.* » Il poursuivait : « *En revanche, nous avons besoin de croire en l'homme, en sa capacité à suivre cette loi morale, alors que l'Histoire pourrait nous convaincre du contraire.* » Je vais un peu plus loin : qui a le droit de croire en l'homme ? Et je réponds : certainement pas l'homme lui-même, parce que croire en soi est le signe de la paranoïa totale ou la caractéristique du dictateur le plus impitoyable. À mes yeux, le seul être qui a le droit de croire en l'homme, c'est Dieu...

J. T. : Je suis évidemment d'accord sauf sur la place de Dieu. Mais, pour l'avenir, il faut envisager de mettre les gens dans des conditions où ils pourraient assumer ce que vous appelez la transcendance et ce que j'appelle l'humanité. Dans mon livre, je cite Ellul, Illich, des penseurs chrétiens.. On pourrait permettre à l'homme de s'exprimer au mieux de lui-même.

RECUEILLI PAR FRÉDÉRIC MOUNIER
et MARINE LAMOUREUX

REPÈRES

JACQUES TESTART

● Jacques Testart est biologiste. En 1982, il a été l'un des « pères » d'Amandine, le premier bébé-éprouvette né par fécondation in vitro. Rapidement, il a appelé à la prudence face aux développements possibles de cette technique. Notamment par son livre *L'Œuf transparent*, en 1986. Il y condamnait une pratique qui n'était alors pas ordinaire, le tri d'embryons. Aujourd'hui, il publie au [Seuil](#) sous le titre *Faire des enfants demain*, un cri d'alarme. Il s'inquiète de voir la médecine procréative sommée de combler un insatiable désir d'enfant. Et fustige un « eugénisme doux, invisible, consensuel et démocratique », qui se répand silencieusement.

RÉMI BRAGUE

● Rémi Brague, philosophe, est membre de l'Institut. Spécialiste de la philosophie médiévale arabe et juive, il enseigne la philosophie grecque, romaine et arabe à la Sorbonne et à la Ludwig-Maximilian Universität de Munich. Il est également membre de l'Académie catholique de France. Son dernier livre, chez Flammarion, s'intitule *Modérément moderne*. Rémi Brague évoque la « modernité », à ses yeux la maladie de la modernité. Il soutient que la démocratie est malade d'elle-même et porte en elle sa propre fin, notamment parce qu'elle n'est pas en état de porter une interrogation pertinente sur l'avenir de l'humanité.